

3<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Alliance Sahel

Madrid, le lundi 4 avril 2022

*Seul le prononcé fait foi*

\*\*\*

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les Ministres,

Madame la Secrétaire générale de l'OIF,

Merci, deux messages de mon côté.

Le premier, après le Ministre Le Drian, pour exprimer le soutien total de l'AFD, que je dirige, à l'Alliance Sahel. J'étais là, avec certains d'entre vous, le 13 juillet 2017 à Paris quand cette Alliance a été lancée. Je me souviens, des réunions à Washington présidées par Makhtar Diop ou Hafez Ghanem, avant Ousmane Diagana, bien sûr. Je me souviens de nos 2 premières Assemblées Générales, et je suis très heureux de voir en 5 ans notre Alliance grandir.

Je crois qu'elle a répondu à l'ambition quantitative. Ça a été dit, un triplement des projets, des volumes financiers, et aussi, on peut faire toujours mieux, à l'ambition qualitative. On a, je crois, innové dans le cadre de l'Alliance sur la façon dont nous faisons les projets, avec l'ATI, avec les capacités analytiques accrues. Donc je dirais, si l'Alliance n'existait pas aujourd'hui, il faudrait vraiment l'inventer. Je veux bien sûr remercier la présidence espagnole, remercier Christoph, remercier Adrien pour le travail accompli.

Il faut, et c'est toujours un défi, il faut bien sûr garder toujours à l'esprit la nature opérationnelle de l'Alliance Sahel. Elle ne vaut que par les résultats qu'elle délivre et il faut veiller à une parfaite gouvernance à l'avenir, comme c'est le cas aujourd'hui.

Parce que, c'est mon deuxième point, je crois que la discussion l'a montré, nous sentons tous que nous sommes en train d'entrer dans une nouvelle étape de la réponse à la crise sahélienne, et que dans cette nouvelle étape, finalement le développement, le sursaut civil, va passer peut-être au premier plan, au cœur de la réponse.

On a longtemps dit, pas de développement sans sécurité. C'est vrai bien sûr, mais l'inverse est au moins aussi vrai, pas de sécurité sans développement. Le président

de la République Emmanuel Macron, dans la conférence de presse du 17 février dernier, a même parlé du développement comme un préalable, comme une sorte d'inversion peut-être de notre raisonnement tel que nous le tenions jusqu'à présent. Et puis, je crois qu'il faut qu'on accepte tous, le constat que nous sommes entrés dans une crise longue, structurelle. On a peut-être pensé qu'on allait résoudre rapidement la situation dans le Sahel. Je crois malheureusement, quand on voit l'évolution de la situation, que ce ne sera pas le cas, tant sur le plan politique, que sur le plan de la sécurité et bien sûr, sur les questions de développement.

Et donc, cette course de fonds qui est engagée, elle suppose de rester tous ensemble soudés. Elle suppose aussi des renforts, donc nous sommes évidemment très heureux de voir USAID, le Canada, la Suède, avec leurs agences que nous connaissons bien, rejoindre l'Alliance. Avec leurs voix, qui sont très fortes dans le monde du développement, ces trois voix distinctes mais fortes, et qui vont beaucoup nous aider. Vous pouvez compter bien évidemment sur l'AFD. On a fait 4 milliards d'euros en 10 ans, dont 1 tiers en subvention mais on sait que c'est loin d'être suffisant et qu'on a besoin de tous. On a besoin aussi des ressources domestiques, ça a été dit par la Secrétaire générale, des gouvernements eux-mêmes. On a besoin du secteur privé aussi, Ousmane l'a dit, citant la SFI, il faut mobiliser évidemment plus d'ambitions financières opérationnelles dans la zone.

Il faut aussi, parce qu'on va avoir cette responsabilité nouvelle, être capable de faire évoluer notre mandat progressivement, à mesure que la crise elle-même et la réalité change. Ça a été dit, il y a des zones frontalières qui sont déjà ciblées, mais il y en a des nouvelles, notamment au nord des pays du Golfe de Guinée et il va falloir les intégrer dans notre analyse et dans notre plan d'action et plus largement, ça tombe bien, on y est plus à l'aise, prendre en compte les zones de prévention. Il va falloir aussi prioriser encore plus fort encore la jeunesse et les femmes et intégrer la question, hélas, de la sécurité alimentaire, qui n'était pas dans notre analyse initiale et qui va supposer là aussi des ressources supplémentaires, qui ne seront peut-être pas les ressources de développement, mais sans doute plus des ressources de type humanitaire, dans les mois qui viennent.

Enfin je termine en disant qu'il nous faut progresser encore en matière de communication. Certains parlent de transparence ou de redevabilité, moi je parle de communication. Évidemment une communication incarnée, localisée, présentant les acteurs, les projets, et qui se cristalliserait dans un récit positif et crédible du Sahel. Un objet politique, la GMV peut nous y aider, c'est peut-être lui cet objet

politique et opérationnel qui peut convaincre à l'échelle de la crise, plutôt qu'une somme de projets qui sont tous excellents mais qui ne font pas précisément objet. Je salue évidemment ce que fait le Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, le travail d'Ibrahim Thiaw. On se retrouvera bientôt à Abidjan pour le COP15, où on parlera sans doute beaucoup de la GMV et donc du Sahel.

Vraiment un appel à mobiliser les forces de l'esprit, de la création, les intellectuels, les artistes, pour nous aider à ne pas reculer, parce qu'on sait qu'il faut faire plus mais on sait aussi qu'on entre dans une période nouvelle, avec une multiplicité des crises et sans doute hélas une forme de concurrence entre les crises. Il faut augmenter le niveau d'attention pour maintenir le niveau de force et d'énergie, en appuyant nos collègues sahéliens.

Merci.